

Notre-Dame-des-Landes : le gouvernement embourbé, l'ultimatum du 23 avril, la solidarité

lundi 16 avril 2018, par [BOUVIER Pierre](#), [GAUCHARD Yan](#), [Le Monde](#), [Le Monde.fr](#) (Date de rédaction antérieure : 16 avril 2018).

Sommaire

- [Des milliers de manifestants à](#)
- [Des milliers de personnes](#)
- [L'ultimatum du 23 avril, \(...\)](#)

Le gouvernement embourbé dans le dossier de Notre-Dame-des-Landes

Alors que Macron a promis que « tout ce qui devra être évacué le sera », plusieurs milliers de personnes se sont rendues sur la ZAD pour contester la méthode employée.

Dans la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (NDDL), l'Etat a décidé de mettre les grands moyens. Deux mille cinq gendarmes mobiles se relaient depuis le 9 avril pour expulser les occupants illégaux et détruire leurs installations sur le site l'aéroport dont le projet a été abandonné le 17 janvier.

C'est à ce déploiement de force qu'ont voulu répondre plusieurs milliers de personnes (3 300, qui ont rejoint les 700 présents sur la zone, selon la préfecture, contre 15 000 à 20 000 annoncés par les organisateurs), dimanche 15 avril.

Mobilisés à l'appel des mouvements opposés à la construction de l'aéroport, ils voulaient reconstruire, symboliquement, une cabane. « Ils détruisent, nous reconstruisons » était l'un des nombreux slogans lancés par les participants à cette journée.

Il n'est pas certains que leur message ait été entendu. Le président de la République a expliqué, dimanche soir, lors d'une interview à BFMTV et Mediapart : « tout ce qui devra être évacué le sera » sur la ZAD, à l'issue du délai de régularisation fixé au 23 avril laissé par le gouvernement aux occupants illégaux.

Etre présents malgré les obstacles

La matinée de dimanche a commencé par sa routine traditionnelle : une incursion des gendarmes vers les barricades, donnant lieu à des échanges tendus, projectiles en tous genres contre grenades lacrymogènes.

Pour cette journée que les organisateurs voulaient pacifique, les gendarmes avaient décidé de tester la détermination des partisans en bloquant le périmètre. Pour rejoindre les pâtures humides, nombreux sont ceux qui se sont infligé une dizaine de kilomètres aller-retour en crapahutant à travers les champs détrempés tout en portant du ravitaillement. Venue du Morbihan, Anita, 61 ans, a fermé la boutique qu'elle tient dans une commune touristique : « C'est le début de la saison, le

moment pour remplir le tiroir-caisse, mais je m'en fiche. »

Comme elle, nombreux étaient les participants à venir à visage découvert, en famille, avec des enfants, ou entre amis. Claire, 61 ans, qui porte une des planches qui servira à la reconstruction d'une cabane, assure être venue pour « défendre une certaine idée de la liberté et de démocratie ».

D'autres, plus jeunes, avaient adopté la version ZAD de « l'uniforme » des manifestants traditionnels : un vêtement de pluie à capuche de couleur noire, un casque de vélo, des lunettes de ski, un masque à gaz, le tout agrémenté d'une paire de bottes. Ceux-ci reprennent volontiers les slogans classiques : « Siamo tutti antifascisti » et « El pueblo unido jamás será vencido ».

Les destructions des « 100 noms » comme catalyseur

Parmi ceux qui acceptent de témoigner pointe un fort sentiment d'incompréhension, sur la manière dont les expulsions et les destructions se sont déroulées depuis le début de la semaine. Pour Fred, qui est venue en voisine avec son fils, la destruction des « 100 noms » a été l'élément déclencheur. Elle déplore l'image qui est donnée du combat des zadistes.

Lors d'un face à face avec les gendarmes mobiles, près du lieu Le Moulin, l'une des innombrables « Camille » - le prénom générique utilisé par les zadistes -, laisse poindre une certaine fatigue : « Si l'Etat réagit violemment, c'est parce qu'il a peur qu'on vive sans lui, qu'on ne consomme plus, qu'on ne paie plus d'impôts », résume-t-elle.

« Il y a tout un tas de projets agricoles, artisanaux, sociaux, et culturels qui sont inventés ici », énonce Sarah, 29 ans, qui habitait la ferme des « 100 noms », détruite au cours de la semaine passée. Cette ancienne bergère a quitté la montagne pour s'installer sur la ZAD il y a trois ans, et défend l'idée « d'un laboratoire d'idées autour d'une autre façon de vivre, de projets agricoles respectueux de la nature et des habitants ».

Yvon Guillevic, 66 ans, naturaliste et botaniste, s'est décidé de venir après les premières expulsions : « La destruction de la ferme des "100 noms", ce n'est pas possible », lâche-t-il en remontant la D81 depuis Vigneux-de-Bretagne. « Il y a des gens qui essaient de créer une vie collective, qui sera peut-être la voie du salut, et il y a des paumés qui n'emmerdent personne et vivent de rien. L'Etat veut discuter avec des agriculteurs traditionnels, et est contre les expériences novatrices, comme dans les Cévennes [il pense au Larzac] ».

Séverin, enseignant de 37 ans, est venu de Paris pour manifester sa « solidarité ». Convoyant un cageot de pommes de terre bio, « les mêmes que veulent faire pousser les habitants de la ZAD », il fustige « la position de l'Etat qui refuse d'accepter une expérience d'agriculture collective et respectueuse de l'environnement. Le seul credo de l'Etat, c'est le projet personnel, la bonne petite propriété individuelle. Il faut changer de logiciel. »

Pascal Branchu, 55 ans, est venu de Rennes parce qu'il estime que l'Etat a « rallumé la guerre sur la ZAD ». Il affirme qu'il est venu non pas pour soutenir les zadistes mais un « autre modèle agricole ».

Véronique Paniez et son mari, qui a été touché au front par un projectile lancé par un manifestant, sont venus du Calvados : « On est des gens normaux, ordinaires, on vote, on paie nos impôts, mais on est en colère. Il y a des débordements, mais le gouvernement répond par la violence. »

Reprendre le dialogue

Gérard Bujeau, 74 ans, militant à l'ACIPA, estime lui aussi qu'il y a eu des mensonges, une trahison de la parole de l'Etat, avec les expulsions, les destructions. Comme la plupart des marcheurs du jour

sur la ZAD, il met en avant le sort des « 100 noms ». « Il n'y aurait pas eu les « 100 noms », la mobilisation des paysans et des non paysans aurait été moins importante ». Pourtant, il croit à la reprise du dialogue : « il faut apaiser le climat, que les zadistes répondent massivement au document d'enregistrement ».

Nicole Klein, la préfère de Pays Loire-Atlantique, rappelait, dimanche soir, que les occupants de la ZAD - expulsés ou non -, « peuvent régulariser leur situation » avec des projets individuels, avant le 23 avril en utilisant la déclaration simplifiée mise à leur disposition sur laquelle ils doivent donner leur nom, leur projet agricole et les parcelles concernées.

La semaine qui s'ouvre et celles qui vont suivre s'annoncent chargées, relevait M^{me} Klein : les gendarmes vont assurer la sécurité du déblaiement des cabanes détruites, empêcher que les parcelles ne soient réoccupées et libérer la circulation sur les RD281 et 81. « Je crois en l'ordre républicain. Il y a une phase de négociation dans le cadre républicain mais, pour le reste, l'ordre sera fait parce que la République a besoin d'ordre », a rappelé Emmanuel Macron.

Les manifestants réunis la veille à Nantes avaient montré qu'ils étaient décidés à rester mobiliser. Après le départ du gros des participants à la marche, la soirée s'est terminée comme elle avait commencé : avec de nouveaux heurts, faisant sept blessés chez les gendarmes, tandis que huit manifestants étaient interpellés.

Yan Gauchard (Nantes, correspondant) et **Pierre Bouvier** (Notre-Dame-des-Landes, envoyé spécial)

* LE MONDE | 16.04.2018 à 06h36 :

http://www.lemonde.fr/planete/article/2018/04/16/le-gouvernement-embourbe-dans-le-dossier-de-notre-dame-des-landes_5285903_3244.html

Des milliers de manifestants à Nantes en soutien aux zadistes

Ils ont exprimé leur soutien aux occupants illégaux de la « zone à défendre », visée depuis six jours par une opération d'expulsion de la gendarmerie.

Des milliers de personnes ont participé, samedi 14 avril à Nantes à deux manifestations, la première, en soutien aux cheminots et à la fonction publique, la seconde, en faveur des occupants illégaux de la « zone à défendre » (ZAD) de Notre-Dame-des-Landes, visée depuis six jours par une opération massive d'expulsion de la gendarmerie.

Si la première manifestation s'est déroulée dans le calme, celle en soutien aux zadistes a été plus mouvementée. « Ils ont voulu nous enterrer, ils ne savaient pas que nous étions des graines », ou « Libérez nos fossés, expulsez les blindés », proclamaient des pancartes et des banderoles.

Après un début calme, les CRS ont répondu à des jets de pierres et de fusées de détresse sur leurs camions par un premier tir de gaz lacrymogènes, avant de mettre en action leurs canons à eau. Les éléments les plus radicaux avaient descellé des pavés de la ligne de tramway pour s'en servir comme projectiles.

Paniqué, une partie du cortège, composé de familles, s'est dispersé. Le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, a dénoncé « fermement les violences commises à Nantes » :

« Leurs auteurs n'ont pour objectif qu'entraver le dialogue en cours avec l'Etat et provoquer nos forces de l'ordre. L'avenir de Notre-Dame-des-Landes se construira dans l'apaisement. Pas dans la violence. »

Après la dispersion de la manifestation, quelques incidents ont eu lieu dans les rues du centre-ville, entre des groupes de jeunes et la BAC. Du mobilier urbain ainsi que des vitrines de commerces et de banques du centre-ville ont été dégradés. Les consommateurs aux terrasses des cafés ont été témoins d'échauffourées, recevant au passage des gaz lacrymogènes. En début de soirée, la police a tweeté : « Derniers groupes à risques dans le centre-ville de Nantes. Nous sommes toujours mobilisés pour protection des biens et des personnes. »

Les organisateurs espéraient réunir 4 000 personnes à cette manifestation encadrée par un millier de policiers, selon une source proche du dossier. Ils étaient finalement entre 6 700, selon la préfecture, et 10 000, selon les organisateurs.

Vers 20 heures, la préfecture annonçait sept interpellations et un blessé parmi les forces de l'ordre.

« Mobilisation policière hallucinante »

Selon les zadistes, les forces de l'ordre ont bloqué leur cortège au début du parcours pour l'empêcher de faire jonction avec un cortège syndical et étudiant. « Mobilisation policière hallucinante, barrières anti-émeutes, nuage épais et constant de gaz lacrymogènes et mise en action des canons à eau », ont-ils observé dans un communiqué.

Jennifer, 35 ans, maraîchère, était venue pour dénoncer l'intervention « très violente » des forces de l'ordre cette semaine. « On habite à dix kilomètres de la ZAD et on entend les grenades assourdissantes de chez nous », a-t-elle raconté. Elle a déploré le délai trop court entre la décision d'abandon du projet et les opérations de démolition : « S'il y avait eu plus de temps avant l'intervention, certainement que des personnes seraient parties d'elles-mêmes. »

D'autres manifestants, Evelyne, 69 ans, Simone, 65 ans, et Claude, 77 ans, étaient en week-end à Guérande, mais ils ont poussé jusqu'à Nantes, « contre le bétonnage, l'agriculture intensive et pour la protection de la nature » et « en soutien de la liberté ». « J'aime bien l'idée d'une autre manière de vivre », a expliqué Evelyne.

LE MONDE

* LE MONDE | 14.04.2018 à 19h01 • Mis à jour le 15.04.2018 à 11h36 :

http://www.lemonde.fr/planete/article/2018/04/14/notre-dame-des-landes-des-milliers-de-manifestants-a-nantes-en-soutien-aux-zadistes_5285622_3244.html

Des milliers de personnes rassemblées sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes

Des heurts ont éclaté en fin de matinée dimanche : environ 300 personnes ont tenté de

forcer le barrage des forces de l'ordre présentes sur la D81.

Le rassemblement pacifique de soutien aux occupants expulsés s'est déroulé dimanche 15 avril sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes dans un calme relatif, émaillé de quelques heurts dans la matinée, puis plus intense en fin d'après-midi.

Selon la préfecture de Loire-Atlantique, environ 4 000 personnes étaient présentes sur l'ensemble de la zone, au plus fort du rassemblement, essentiellement à l'ouest de la D81 où il se déroulait dans la boue et la bonne humeur. Les zadistes ont annoncé pour leur part « 15 000 à 20 000 personnes », dans un communiqué.

À la ferme de Bellevue, les manifestants ont pique-niqué sur de gros troncs de bois, dans une ambiance champêtre, en dansant au son du biniou et de la guimbarde. Côté « Wardine », près de la D81, des stands d'alimentation bordaient le chemin de Suez, tandis qu'un « camping » improvisé s'était installé avec plusieurs tentes.

Dimanche matin, la coordination des opposants avait donné rendez-vous à midi à l'ouest de la D81, qui traverse la ZAD, le long du chemin de Suez. Mais à 11 heures et pendant deux heures, environ 300 personnes, armées notamment de fusées et de cocktail Molotov, ont tenté de forcer le barrage des forces de l'ordre, présentes sur la D81, afin d'aller reconstruire les squats détruits depuis lundi à l'est de cette route. Les gendarmes les ont repoussées avec des grenades lacrymogènes et de désencerclement.

Deux personnes en garde à vue

Deux personnes étaient en garde à vue dimanche pour « jets de projectiles sur des gendarmes » après ces affrontements, selon la cour d'appel de Rennes. Un gendarme a été blessé par « un engin explosif artisanal » et conduit au CHU de Nantes, a annoncé le général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Si la coordination des opposants appelait à un rassemblement pacifique en soutien aux expulsés, des soutiens aux zadistes avaient, eux, lancé un appel à venir reconstruire les squats détruits.

« L'objectif, c'est : pas de reconstruction », a cependant rappelé le général Lizurey.

« On sera là demain »

Un homme de 64 ans, habitué de la ZAD, a expliqué être venu « pour leur montrer qu'on est là et qu'on sera là demain ». « Les flics ne vont pas rester six mois. Les cabanes, on va les reconstruire », a-t-il assuré.

« Les gens qui sont là depuis dix ans sur les terres, il faut leur donner une chance. Quand on commence à discuter, on va jusqu'au bout », a plaidé Patrick, venu de Charente-Maritime avec sa femme.

L'Etat a appelé les occupants de la ZAD, expulsés ou non, à régulariser leur situation avant le 23 avril en déclarant leur nom, leur projet agricole et les parcelles concernées.

« Il faut que la préfecture arrête de mettre un ultimatum. Moi, je n'ai jamais travaillé avec un pistolet sur la tempe. On n'a jamais demandé à un agriculteur de monter un projet en six ou deux mois. Il faut du temps », a rétorqué, dimanche, lors d'un point de presse à Bellevue, Dominique Fresneau, coprésident de l'Acipa, l'association historique d'opposants.

Dominique Fresneau a demandé que la violence cesse « des deux côtés ». « Chaque jour de violence

qui passe à NDDL, ce sont des semaines avant de pouvoir se remettre autour de la table », a-t-il rappelé.

29 squats détruits, 2 500 gendarmes mobilisés

L'opération d'expulsion des occupants illégaux de la ZAD a commencé lundi et en trois jours 29 squats ont été détruits. 2 500 gendarmes sont mobilisés. « Le dispositif n'a pas évolué, on adaptera le volume des forces aux besoins du maintien de l'ordre, l'objectif est de tenir le temps qu'il faudra », a considéré le général Lizurey.

Depuis jeudi, les opérations de déblaiement et de maintien de l'ordre se poursuivent, au rythme des affrontements avec les soutiens aux zadistes de plus en plus nombreux, dont des black blocs.

Les gendarmes devraient rester de trois semaines à un mois sur place pour déblayer les parcelles, garantir la libre circulation sur la D281 (l'ex- « route des chicanes ») et la D81 et prévenir toute réoccupation illégale.

A l'issue d'une manifestation de soutien aux expulsés samedi à Nantes, rassemblant 6 700 personnes selon la police, et qui a dégénéré, douze personnes sont en garde à vue dimanche, a précisé la cour d'appel de Rennes.

Quarante-trois personnes étaient aussi en garde à vue dimanche à Montpellier ou une autre manifestation de 1 000 à 2 000 personnes, rassemblant soutiens aux zadistes ou encore aux migrants, avait aussi dégénéré.

Le Monde.fr avec AFP

* Le Monde.fr | 15.04.2018 à 13h06 • Mis à jour le 16.04.2018 à 00h22 :

http://www.lemonde.fr/planete/article/2018/04/15/reprise-des-affrontements-a-notre-dame-des-landes_5285763_3244.html

L'ultimatum du 23 avril, nouveau « compte à rebours infernal »

Les personnes expulsées peuvent prétendre à s'installer sur d'autres terres. Mais que se passera-t-il si certains ne saisissent pas cette opportunité ?

Une nouvelle pièce dans la machine et le bras de fer continue. L'Etat exige désormais que les zadistes de Notre-Dame-des-Landes remplissent un formulaire simplifié visant à déclarer leur projet d'activités sur la zone à titre individuel. Un petit pas vers la légalité qui exige de décliner un nom, une note d'intention pour leur future activité et les parcelles nécessaires à leur projet.

Emmanuel Macron a rappelé, dimanche 15 avril, le « cadre républicain » et « l'ordre » qui sera rétabli parce que « la République a besoin d'ordre ». La date butoir du 23 avril est fixée pour accomplir cette démarche, « amorce indispensable au processus de régularisation », selon la préfète de Loire-Atlantique, Nicole Klein.

Les personnes expulsées au cours de la semaine écoulée peuvent prétendre à s'installer sur d'autres terres. Que se passera-t-il si les zadistes ne saisissent pas cette main tendue ? « Je ne veux même

pas l'envisager », dit M^{me} Klein, qui rappelle : « On peut avoir un projet individuel et se regrouper. Cela s'est toujours fait dans l'agriculture. Mais il n'y a pas de coopération sans déclaration individuelle, ça n'existe pas. »

Dénonciation d'un « ultimatum »

Dominique Fresneau, coprésident de l'Acipa, principale association ayant lutté contre l'ex-projet d'aéroport, appelle l'Etat « au dialogue et à l'apaisement », et refuse le nouveau « compte à rebours infernal imposé. Moi, je n'ai jamais travaillé avec un pistolet sur la tempe, on n'a jamais demandé à un agriculteur de monter un projet en six ou deux mois, il faut du temps. »

Sarah, 29 ans, dénonce cet « ultimatum. Ce n'est pas possible de pondre un projet agricole durant un siège militaire comme celui-là. Et puis nous, habitants de [la ferme des] "100 noms", on déclare quoi comme parcelle ? Les forces de l'ordre nous ont virés, elles ont tout détruit. » Elle insiste sur la nécessité de négocier : « On n'a pas envie de faire un truc bidon, on a envie d'être vrai, de ne pas se cacher. On va essayer de trouver une manière de se régulariser, mais il faut aussi que les autorités fassent avec qui on est. »

Un autre camarade, installé depuis 2012, souffle : « L'Etat nous met le couteau sous la gorge, avec son formulaire de régularisation à déposer avant le 23 avril. Après la semaine qu'on a vécue, les habitats démolis, il faut entendre qu'on a besoin de temps. On a besoin de temps pour digérer l'intervention, pour se poser et pour se parler. »

Yan Gauchard (Nantes, correspondant)

* LE MONDE | 16.04.2018 à 08h53 • Mis à jour le 16.04.2018 à 11h48 :

http://www.lemonde.fr/planete/article/2018/04/16/notre-dame-des-landes-l-ultimatum-du-23-avril-nouveau-compte-a-rebours-infernal_5285975_3244.html
